



L'AIR DU MONDE | CHRONIQUE

PAR SYLVIE KAUFFMANN

51 millions d'errants

Imaginez que la Corée du Sud se vide entièrement de sa population et que cette population se mette à éfer à travers le monde. Ou la Birmanie. Chacun de ces deux pays compte un peu plus de 50 millions d'habitants, soit l'équivalent du nombre de personnes déplacées contre leur gré aujourd'hui sur la planète : 51,2 millions. Autant que de *followers* du compte Twitter de Justin Bieber, note le site Foreign Policy. Selon le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), jamais, depuis la seconde guerre mondiale, autant de gens n'ont été jetés sur les routes par des conflits.

Cinquante et un millions de déracinés fin 2013, c'est six de plus qu'un an plus tôt. Il y a, bien sûr, le Soudan du Sud et la République centrafricaine. Mais ce bond est surtout imputable à la Syrie, un pays qui compte théoriquement 22 millions d'habitants ; sur ces 22 millions, 9 millions ont été déracinés par la guerre civile, qui a éclaté il y a trois ans. Sur ces 9 millions, 6,5 millions se sont déplacés à l'intérieur du pays, et 2,5 millions ont fui la Syrie. Deux millions et demi d'hommes, de femmes et d'enfants qui survivent pour l'essentiel dans d'immenses camps de toile, déployés à perte de vue par le HCR et d'autres organisations dans les

pays voisins, Liban, Jordanie, Irak, Turquie. Aujourd'hui, les réfugiés syriens continuent d'arriver en Irak, au moment même où une partie de la population irakienne est elle-même déplacée par l'offensive des forces de l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL).

La Syrie, pourtant, ne détient pas le record du nombre de réfugiés : dans ce domaine, l'Afghanistan, avec 2,6 millions de réfugiés, reste imbattable. Les déracinés afghans errent, au sens propre du terme, à travers le monde depuis des années – à Sangatte, on en sait quelque chose. Dans ce triste palmarès des errants, les Somaliens suivent, avec 1,1 million de réfugiés. Commentant ces chiffres, vendredi 20 juin, le haut-commissaire aux réfugiés, Antonio Guterres, n'a pu que constater « le coût énorme qui découle de l'incapacité à mettre un terme aux guerres et de l'échec à résoudre ou à prévenir les conflits ». Ce coût est d'abord humain, car ces millions de réfugiés, ce sont des millions de souffrances individuelles. Les travailleurs humanitaires, ajoute M. Guterres, « peuvent servir de palliatif, mais des solutions politiques s'imposent de façon cruciale ».

Le coût est aussi financier, et l'on pourrait imaginer que la communauté internationale,

pas forcément fière d'avoir laissé dégénérer le conflit syrien en une guerre aussi tragique, mette la main à la poche pour aider à en gérer les conséquences. Elle a du mal. A ce jour, le HCR a touché moins de 28 % des financements nécessaires à son assistance aux Syriens pour 2014.

Alors, si l'on ne peut pas prévenir ni résoudre, si l'on ne peut pas non plus payer, peut-être pourrait-on accueillir ? Par les temps qui courent, ce n'est pas le mot le plus en vogue. Demandez à Emma Bonino, ex-ministre italienne des affaires étrangères dans le gouvernement de Mario Monti et défenseuse infatigable de la dignité humaine. Son pays, l'Italie, doit faire face à un afflux de réfugiés sans précédent. Ils arrivent par dizaines de milliers, par la mer, le plus souvent au terme d'odyssées cauchemardesques. Des milliers n'arrivent jamais, engloutis dans des naufrages.

« Défis »

Au cours des cinq premiers mois de 2014, indique Emma Bonino, les garde-côtes italiens ont secouru ainsi 40 000 personnes, c'est-à-dire le chiffre total pour 2013. A ce rythme, on vise les 100 000 d'ici à la fin de l'année. « Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg ! », dit-elle sans ironie. Au sud de la Méditerranée, sur le continent africain, « ce ne sont pas des dizaines de milliers mais des millions de gens qui sont en route, littéralement ». Ils viennent de Syrie ou du Moyen-Orient, mais aussi d'Erythrée, de Somalie, du Niger, par « une autoroute que personne ne contrôle, la Libye ». « Et l'on croit que l'Italie, ou Malte, peuvent affronter ce genre de défis seuls ? » Car, contre toute logique, l'Union européenne considère que c'est le

problème du pays d'entrée, pas de celui de l'Union. « Je crains que l'Europe n'ait pas saisi la nature de ce drame ni sa complexité », tempête Emma Bonino.

Dans cet exode maritime se mêlent demandeurs d'asile et migrants économiques. Ceux-ci empruntent aussi une autre filière, bien connue des trafiquants humains : les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, où l'on assiste depuis quelques mois à des scènes surréalistes de grappes humaines à l'assaut de clôtures de barbelés meurtrières.

Si elle est impuissante, l'UE n'est pas aveugle au drame syrien. Avec 2,8 milliards d'euros alloués fin 2013, l'Europe est le plus gros donateur pour la Syrie... à condition qu'ils restent en dehors de l'UE : moins de 2 % des réfugiés syriens ont été accueillis en Europe. La grande majorité d'entre eux se trouve en Suède – qui a ouvert grand ses portes et en abrite aujourd'hui quelque 15 000 – et en Allemagne, qui a promis d'en accueillir 10 000. En 2013, François Hollande s'est engagé à ce que la France accueille 500 réfugiés syriens envoyés par le HCR ; ils sont pour l'instant une centaine.

A part peut-être la Suède, il n'est guère de pays exemplaire pour l'accueil des personnes déplacées. La mondialisation fait bouger tout le monde, mais les temps sont durs pour les migrants, politiques, économiques, climatiques... parfois tout cela à la fois. Havre de l'Etat de droit, l'UE peut-elle continuer à laisser à quelques Etats membres la charge d'un mouvement d'aussi grande ampleur ? Non, bien sûr. Car il ne va que s'amplifier. ■

JAMAIS, DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE, AUTANT DE GENS N'ONT ÉTÉ JETÉS SUR LES ROUTES PAR DES CONFLITS